

Brochure n° 3173

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 3043. – ENTREPRISES DE PROPRIÉTÉ**  
**ET SERVICES ASSOCIÉS**

---

AVENANT N° 1 DU 20 SEPTEMBRE 2017  
À L'ACCORD DU 3 MARS 2015 RELATIF À UNE PRIME ANNUELLE

NOR : ASET1750976M  
IDCC : 3043

Entre

FEP

D'une part, et

FS CFDT

FNPD CGT

FEETS FO

SNES CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Considérant l'article 8 de l'accord du 3 mars 2015 sur la prime annuelle et la volonté des parties de se réunir au titre de la clause de revoyure prévue à l'article 8 dudit accord.

Il est convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Modification de l'article 3 « Montant de la prime » de l'accord du 3 mars 2015.

L'article 3 « Montant de la prime » est modifié de la façon suivante :

« Article 3

*Montant de la prime*

La prime annuelle est calculée, dans la limite d'un temps plein, sur la base de la rémunération minimale mensuelle hiérarchique correspondant à l'échelon de l'AS1 A (cf. tableau).

Pour les salariés à temps partiel, le montant de la prime sera calculé au prorata de leur temps de travail inscrit au contrat de travail à la date du versement de la prime (cf. tableau).

*(Voir tableau page suivante.)*

ANNÉES D'EXPÉRIENCE	MONTANT DE LA PRIME (*)
1 an à moins de 20 ans	7,70 %
20 ans et plus	11,50 %
(*) % de la rémunération minimale mensuelle hiérarchique correspondant à l'échelon de l'AS1 A.	

## Article 2

Modification de l'article 8 « Durée de l'accord » :

L'article 8 est modifié comme suit :

« Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Les parties conviennent de se réunir au second semestre 2018 en vue de la prime de 2019. »

## Article 3

Modification de l'article 9 « Révision ».

L'article 9 « Révision » est modifié comme suit :

### « Article 9

#### *Révision*

Le présent accord pourra faire l'objet d'une demande de révision conformément aux dispositions légales en vigueur et moyennant un préavis de 30 jours.

Cette révision sera demandée par lettre recommandée avec avis de réception, lettre qui comportera l'indication des articles mis en cause et une proposition de nouvelle rédaction.

Le plus rapidement possible, et au plus tard dans un délai de 2 mois à partir de la fin du préavis, les parties devront s'être rencontrées en vue de la rédaction d'un nouveau texte.

L'avenant portant révision du présent accord sera conclu selon les dispositions légales en vigueur. »

## Article 4

### *Dépôt et demande d'extension*

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt et d'une demande d'extension dans les conditions prévues par le code du travail.

## Article 5

### *Durée de l'avenant*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

## Article 6

### *Entrée en vigueur*

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par la loi et entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> jour du mois suivant celui au cours duquel est publié l'arrêté d'extension au *Journal officiel* et au plus tôt au 1<sup>er</sup> novembre 2018.

Fait à Villejuif, le 20 septembre 2017.

(Suivent les signatures.)